

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 10/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Maison François Cholat

Thuile
BP. 4
38510 Morestel

Références : UD-R-CRT-26-85-MPS
Code AIOT : 0010600302

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement Maison François Cholat implanté 138 Chemin Latéral 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection avait pour objectif de faire suite aux observations de la précédente inspection qui ont donné lieu à une mise en demeure.

Elle visait notamment à vérifier la conformité des correctifs apportés par l'établissement dans les délais impartis, ainsi qu'à évaluer leur efficacité sur le long terme. Les résultats devraient permettre de statuer sur la levée des sanctions ou, le cas échéant, d'envisager des mesures complémentaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Maison François Cholat
- 138 Chemin Latéral 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu
- Code AIOT : 0010600302
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Maison François CHOLAT est autorisée à exploiter, 138 Chemin Latéral à Saint-Pierre-de-Chandieu, une installation de stockage de céréales d'une capacité totale de 27 576 m³.
Les activités principales exercées sur ce site sont la réception, le séchage au besoin, le stockage et l'expédition de céréales.

L'établissement comprend une tour de manutention centrale, un groupe de six cellules de stockage, trois groupes de quatre cellules chacun, ainsi que deux séchoirs (1 actif) dédiés au traitement des céréales.

Les équipements de manutention et de traitement comprennent notamment : 10 transporteurs à chaînes, 5 élévateurs à godets, 18 cellules de travail ou de stockage.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- ATEX
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Séchoirs :

Constats issus de la visite sur site :

L'inspection relève que les tuyaux de gaz alimentant les séchoirs présentent une corrosion significative. Par ailleurs, le séchoir n°1, hors service depuis 2018 (*comme indiqué dans le rapport d'inspection de 2020*), reste raccordé au réseau de gaz. Enfin, l'armoire de vanne de coupure gaz située en extérieur présente deux défauts majeurs : son signalement est manquant et elle est partiellement recouverte par la végétation, affectant son accessibilité et sa fonction de sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 1 mois les actions correctives concernant la corrosion des canalisations de gaz et la végétation autour de la vanne de coupure, ainsi que la déconnexion du séchoir n°1 du réseau de gaz.

Silo :

Constats issus de la visite sur site :

L'inspection relève que 3 bidons de biocides suivant les indications de l'exploitant sont entreposés sur un bac de rétention. Les étiquettes d'identification du produit avec ses mentions de sécurité sont illisibles. En outre, la zone de stockage n'est pas identifiée (absence d'affichage). Par ailleurs, l'exploitant n'a pu présenter les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits concernés.

Compléments faisant suite à l'inspection :

L'exploitant a transmis par courriel la fiche de données de sécurité (FDS) du produit conditionné dans les bidons. Celui-ci est commercialisé sous la dénomination « K-Obiol ULV6 », un insecticide à usage professionnel classé également comme acaricide et arthropodicide.

Toutefois, l'exploitant n'a pas apporté de justifications concernant les actions correctives mises en œuvre concernant : l'étiquetage des bidons (lisibilité et conformité réglementaire), l'identification de la zone de stockage par un affichage adapté (panneau signalétique normalisée).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 1 mois les actions correctives concernant : l'étiquetage des bidons (lisibilité et conformité réglementaire), l'identification de la zone de stockage par un affichage adapté (panneau signalétique normalisée).

Arrêté Préfectoral du 16/05/2007 ARTICLE 8 - Intervention des services d'incendie et de secours

« Les abords du silo ainsi que l'aménagement des ateliers et locaux intérieurs seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours.

Les éléments d'information nécessaires à de telles interventions seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente.

Les schémas d'intervention seront revus à chaque modification de la construction ou du mode de gestion de l'établissement. Ils seront adressés à l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours. »

Constats issus de la visite sur site :

L'inspection relève qu'un poteau incendie est recouvert par de la végétation, entravant son accessibilité. L'exploitant indique que ce poteau n'est pas raccordé au réseau d'eau incendie et qu'un autre poteau incendie est présent à proximité (sur l'espace public) Toutefois, celui-ci est également peu accessible en raison d'une végétation envahissante et est situé à l'extérieur du site (de l'autre côté de la clôture).

Compléments faisant suite à l'inspection :

L'exploitant a transmis par mail des échanges avec le Service départemental et métropolitain d'incendie et de secours (SDMIS) ainsi qu'avec la mairie de Saint-Pierre-de-Chandieu.

L'inspection constate que 2 poteaux d'incendie PI-5 (à proximité) et PI-180 (sur site) sont identifiés. Le poteau d'incendie PI-5 n'est pas accessible. L'exploitant a saisi la collectivité afin de corriger ce défaut d'accessibilité. Concernant le poteau d'incendie PI-180, celui-ci ne serait pas alimenté en eau, ce qui a conduit le SDMIS à demander à l'exploitant de procéder dans un premier temps à un essai de manœuvre, et en cas d'alimentation, à une vérification du débit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de justifier sous 1 mois les actions correctives mises en œuvre pour garantir la disponibilité et l'accessibilité des moyens d'interventions des secours. Il adressera à l'inspection des justificatifs montrant que le plan du réseau incendie a été mis à jour et que ce plan a été transmis aux services incendie et de secours.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Analyse des risques explosion et incendie	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.6 et 6.3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	9 mois
9	Connaissance des risques	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 19	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi de l'inspection 2020 - Visite Séchoir n°2	Arrêté Préfectoral du 16/10/1991, article 19	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Suites_INSP_2020_conformité des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 19	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Risques Poussières	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 13	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Règles générales d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 14	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Contrôle des installations de séchage	Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 25	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
7	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 25	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
10	Protection contre les risques électriques	Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 15	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
11	Récupération et élimination des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 36	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
12	Clôtures du Site	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève que l'exploitant a mis en œuvre des actions correctives significatives, notamment en matière de limitation des accumulations de poussières, de révision des procédures internes et de mise à jour de documents requis pour la sécurité.

Néanmoins, certaines non-conformités subsistent, en particulier concernant la mesure des rejets atmosphériques, celles effectuées en 2025 en dehors des périodes de séchage n'étant pas représentatives des conditions réelles d'exploitation.

Au regard de ces éléments, une levée partielle de la mise en demeure est proposée en excluant de cette levée les articles (art. 6 et 7) relatifs aux rejets atmosphériques, la mesure de ceux-ci devant être effectuée pendant les périodes représentatives, à savoir pendant les prochaines campagnes de séchage et de moisson.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'inspection 2020 - Visite Séchoir n°2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/10/1991, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et détection des appareils exposés aux poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2026

Prescription contrôlée :**Article 19 - Signalement des incidents de fonctionnement**

Les silos devront être équipés d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

Constats :

L'exploitant a justifié par mail la révision de ses procédures de shunt en enregistrant dans un registre dédié, l'équipement concerné, la date et horaire d'établissement du shunt "désactivation de sécurité", les dates et horaires de rétablissement de la sécurité, les mesures conservatoires éventuellement nécessaires durant le shunt, (affichage, interdiction d'accès...), les motivations du shunt.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suites_INSP_2020_conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique de la conformité des installations électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2026

Prescription contrôlée :**ARTICLE 19 - Installations électriques**

Le matériel électrique utilisé est approprié aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations de stockage sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, les courants parasites et la foudre.

Les équipements concourant à la sécurité du silo restent sous tension et sont conçus conformément à la réglementation en vigueur.

L'éclairage de sécurité (évacuation, secours et balisage) est au minimum de type C conformément aux réglementations en vigueur.

Les installations électriques sont réalisées par des personnes compétentes, avec du matériel normalisé et conformément aux normes applicables. Le matériel électriques est en outre protégé contre les chocs.

Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères déterminées sous la responsabilité de l'exploitant, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux

besoins de l'exploitation. Les sources d'éclairage inadaptées sont interdites dans ces zones. Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou modification. Le contrôle est effectué tous les ans par un organisme agréé. Cet organisme mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 4 (Arrêté de mise en demeure du 30/01/2026)- Contrôles et conformité des installations électriques

Sous 2 mois, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 19 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007 et de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 susvisés concernant :

La détermination par l'exploitant des zones où peuvent apparaître des atmosphères, ainsi que le bon état et les contrôles des installations électriques par un organisme agréé,

Le rapport annuel constitué de l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, ainsi que la conformité des installations électriques,

La formalisation de la prise en compte des conclusions du rapport, Dans le même délai, il commande auprès d'un organisme agréé un contrôle de ses installations électriques avec le volet Atmosphère Explosive (ATEX) et établit le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE). Ce contrôle doit être effectué dans ce même délai.

Constats :

Constats documentaires avant visite :

L'exploitant a justifié par mail des actions qu'il a mené pour répondre aux non conformités relevées lors de la précédente inspection. Il a justifié entre autre : la mise à jour du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), les mesures correctives réalisées sur les installations électriques. L'inspection constate que le DRPCE n'a pas été visé par un bureau de contrôle agréé.

Constats issus de la visite sur site :

L'exploitant a justifié l'absence de consigne ou de procédure écrite pour le contrôle mensuel de l'étanchéité du transformateur électrique (préconisé par son prestataire), en indiquant qu'un document est en cours d'élaboration.

Concernant le DRPCE, l'exploitant a précisé que le prochain contrôle périodique des installations électriques est prévu mi-mai 2026 et qu'il transmettra ce document au contrôleur avant cette date.

Compléments faisant suite à l'inspection :

L'exploitant a justifié par mail la mise en place d'une procédure interne instituant un contrôle mensuel visuel d'étanchéité du transformateur, ainsi que le visa par un bureau de contrôle agréé du DRPCE, précisant que le prochain contrôle périodique des installations électriques aura lieu le 27/04/2026.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Risques Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Limitation des émissions de poussières à l'intérieur des installations
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>ARTICLE 13 - Nettoyage des locaux</u></p> <p>Tous les locaux seront débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les machines; les chemins de câbles, les gaines, les canalisations et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La quantité de poussières fines déposées sur le sol d'un atelier ne devra pas être supérieure à 50 g/m² sur une surface qui aura été définie, en accord avec l'inspecteur des installations classées, comme étant représentative de l'état de l'atelier.</p> <p>L'inspecteur des installations classées pourra faire procéder à des mesures de retombées de poussières à l'intérieur des locaux ; les frais qui en résulteront seront à la charge de l'exploitant.</p> <p>Le nettoyage des ateliers sera, partout où cela sera possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration.</p> <p>Le matériel utilisé pour le nettoyage devra présenter toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires.</p> <p>Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières. L'usage d'air comprimé pour le nettoyage des locaux est proscrit.</p> <p><u>Article 2 (Arrêté de mise en demeure du 30/01/2026)- Nettoyage des locaux</u></p> <p>Sous 2 mois, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 16mai 2007 visant à limiter l'empoussièrement des installations.</p> <p>Dans ce délai, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- réalise un bilan des opérations de nettoyage qui atteste de la propreté des locaux ,- révisé et précise ses protocoles d'entretien visant à limiter l'empoussiérage. Ces protocoles doivent notamment définir les opérations et vérifications à réaliser, leurs lieux et objets, leurs fréquences. Ces protocoles doivent définir le suivi de ces contrôles : dates de réalisation, observations éventuelles, noms des personnes, l'archivage des documents de suivi.
<p>Constats :</p> <p><u>Constats documentaires avant visite :</u></p> <p>L'exploitant a justifié par mail les actions de nettoyage et de remise en état des croix témoins</p>

d'empoussièrément. Il a démontré une amélioration de ses pratiques de nettoyage depuis 2024 en modifiant son planning de nettoyage, en augmentant la fréquence de nettoyage de certaines zones pendant la période de moisson. Toutefois, il n'a ni justifié la révision de ses procédures de limitation de l'empoussiérage, ni celles de l'empoussièrément (contrôle des indicateurs visuels).

Constats issus de la visite sur site :

L'inspection constate que le niveau d'empoussièrément a été très réduit et apparaît maintenant acceptable.

L'inspection relève qu'un élément de la colonne d'aspiration a été réparé à l'aide de ruban adhésif. Une telle réparation sur un équipement à partir duquel des poussières peuvent être émises n'est pas pérenne.

L'exploitant a indiqué avoir engagé le remplacement de la pièce endommagée.

Concernant l'absence de révision de ses procédures de limitation de l'empoussiérage et du niveau d'empoussièrément, il a précisé que ces documents étaient en cours d'élaboration.

Compléments faisant suite à l'inspection :

L'exploitant a justifié par mail l'intervention programmée au 20/05/2026 de son prestataire pour le remplacement des coudes de la colonne descendante du nettoyeur temporairement réparé avec du ruban adhésif. Il a également transmis ses consignes générales d'exploitation mis à jour en date du 30/04/2026, qui intègrent des procédures de limitation de l'empoussiérage et de contrôle du niveau d'empoussièrément.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Règles générales d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incendies et explosions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2026

Prescription contrôlée :

ARTICLE 14 - Règles générales d'exploitation

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité.

Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et

renouvelée régulièrement.

Constats :

Constats documentaires avant visite :

L'exploitant a justifié par mail la mise en place d'un plan de formation, présenté sous forme de tableur, à destination de son personnel permanent. Il a également transmis une procédure d'accueil pour les employés non permanents, qui inclut la remise d'un livret d'accueil et d'un guide silo (abordant les risques liés à la sécurité et à la qualité), une présentation du fonctionnement du site, une visite des locaux et des installations, ainsi qu'un rappel des règles d'hygiène, de sécurité et des consignes applicables sur le site.

Cependant, il n'a pas encore démontré avoir défini les consignes d'exploitation requises par le code de l'environnement, ni leur mise à disposition effective auprès de son personnel.

Constats issus de la visite sur site :

L'inspection constate que les consignes générales d'exploitation affichées dans le bureau de contrôle des cellules de stockage datent de 2012 et n'ont pas été mises à jour depuis.

L'exploitant a indiqué que les documents correspondants sont en cours d'élaboration, sur la base des analyses de risques et des causes des accidents/incidents survenus les années précédentes.

Compléments faisant suite à l'inspection :

L'exploitant a transmis par mail ses consignes générales d'exploitation mis à jour en date du 30/04/2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Analyse des risques explosion et incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des incendies et explosions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2026

Prescription contrôlée :

Article 5

".....Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations

classées.

L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées."

Article 8 (Arrêté de mise en demeure du 30/01/2026)- Analyse annuelle des événements susceptible d'être précurseurs d'explosion

Sous 2 mois, l'exploitant communique, au titre de l'année 2025, à l'inspection, l'analyse des risques requise et ce conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004.

Constats :

Constats documentaires avant visite :

L'exploitant a transmis par mail le registre des incidents et accidents pour l'année 2025. Ce registre ne comporte aucune analyse des causes des événements recensés. Par ailleurs, l'inspection a constaté qu'un incident survenu le 18/11/2025 n'a pas fait l'objet d'actions correctives.

Constats issus de la visite sur site :

L'inspection constate, dans le registre, qu'une action corrective a été réalisée à la suite de l'incident du 18/11/2025. Toutefois, l'exploitant n'a pas pu présenter l'analyse des causes de cet incident. Il indique que le registre fait actuellement l'objet d'une mise à jour afin d'y intégrer une analyse des causes (éléments nécessaires à la réalisation de l'analyse des risques annuelle).

Compléments faisant suite à l'inspection :

L'exploitant a justifié par mail l'intégration d'une analyse des causes des événements dans son registre des incidents et accidents, ce qui lui permet de compléter son analyse des risques. Il a également transmis ses consignes générales d'exploitation, mises à jour au 30/04/2026, incluant une analyse des risques globale, mais non annualisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant rendra compte à l'inspection de la révision de son analyse des risques pour l'année 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Contrôle des installations de séchage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, Séchage / Chaleur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/11/2025

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2026

Prescription contrôlée :

ARTICLE 25 - Installations de séchage

En période de fonctionnement, la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage doit être assurée en permanence. Le personnel doit être formé aux procédures de conduite et de sécurité.

Les séchoirs sont équipés de dispositifs de sécurité permettant d'assurer l'arrêt de l'alimentation en combustible en cas d'anomalies, telles que pression de gaz anormalement élevée ou anormalement basse, manque d'air au brûleur, absence de flamme, ...

Les séchoirs sont munis d'équipements permettant de contrôler la température de l'air de séchage des produits.

Le contrôle doit porter au minimum sur deux points (en amont de l'entrée d'air dans la colonne sècheuse et dans la colonne). Les informations doivent être reportées sur un tableau de commande. En cas d'anomalie une alarme sonore doit se déclencher.

Le fonctionnement des brûleurs du séchoir doit automatiquement être arrêté en cas de dépassement des températures programmées.

L'exploitant établit un programme d'entretien des installations qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5 (Arrêté de mise en demeure du 30/01/2026)- Installation de séchage

Sous 2 mois, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 16 mai 2007, en ce qui concerne la surveillance du bon fonctionnement des installations de séchage.

Dans ce délai, l'exploitant doit remédier aux dysfonctionnements des systèmes de contrôle, supervision et alerte du séchoir et rendre compte à l'inspection des actions réalisées.

Constats :

Constats documentaires avant visite :

L'exploitant a transmis par mail un échange avec son prestataire d'entretien du séchoir. Celui-ci indique que l'état du brûleur ne présente pas de risque incendie spécifique, mais seulement une combustion hétérogène sur sa longueur. Le prestataire ajoute que le brûleur fera l'objet d'une surveillance systématique lors de chaque entretien. Sur cette base, l'exploitant conclut qu'aucun travail de maintenance corrective n'est nécessaire sur le brûleur.

En dépit de l'avis ci-avant, il demeure que l'exploitant n'a pas justifié les actions mises en œuvre concernant : les dysfonctionnements des systèmes de contrôle, de supervision et d'alerte du séchoir, l'obsolescence de l'automate du séchoir, ainsi que les travaux nécessaires pour en garantir le bon fonctionnement.

Constats issus de la visite sur site :

<p>A notre demande l'exploitant a déclenché une alarme de défaut (perte de pression d'air comprimé). L'inspection a pu constater ainsi que le report d'alarme de défaut (visuel et sonore) est fonctionnel.</p> <p>L'inspection relève que les actions précédemment demandées relatives aux observations ci-après ont été réalisées : câble avec conducteurs apparents, presses-étoupes manquants ou déserrés, synoptique analogique induisant en erreur (désormais déconnecté).</p> <p>L'exploitant a indiqué s'être engagé avec son prestataire pour le remplacement du plancher.</p> <p>L'exploitant justifie conserver son automate en voie d'obsolescence du fait de l'absence de solution à la fois technique et économique pour son remplacement ou sa modernisation. Cette situation s'explique par : l'indisponibilité de pièces détachées, l'incompatibilité de ce matériel avec le matériel récents (normes, protocoles ou langages actuels), et par le coût disproportionné d'une mise à niveau, au regard de la durée de vie résiduelle de l'équipement.</p> <p>Compléments faisant suite à l'inspection :</p> <p>L'exploitant a justifié par mail un engagement auprès de son prestataire pour remplacer le plancher.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 7 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 25
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Atmosphérique
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 25/01/2027
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 25 - Contrôle des émissions</u></p> <p>"L'exploitant procédera à des mesures régulières des émissions de poussières..."</p>
<p>Constats :</p> <div style="border: 1px solid black; padding: 10px; margin-top: 10px;"> <p>Constats documentaires avant visite :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail le rapport d'analyse des émissions pour l'année 2025. Cependant, les mesures ayant été réalisées hors période de séchage, elles ne sont pas représentatives des conditions réelles d'exploitation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas justifié d'un engagement auprès d'un bureau de contrôle agréé</p> </div>

Par ailleurs, l'exploitant n'a pas justifié d'un engagement auprès d'un bureau de contrôle agréé pour effectuer des mesures et analyses en 2026, couvrant la période pertinente de séchage/moisson.

Il a en revanche transmis un document d'engagement générique concernant les analyses des rejets atmosphériques pour l'ensemble de ses établissements en région, sur une période de 3 ans. Ce document prévoit une campagne de prélèvements et d'analyses sur le site de Saint-Pierre-de-Chandieu en 2027, ce qui n'est pas satisfaisant au regard des mesures non pertinentes réalisées en 2025 et de l'absence de relevé programmé pour 2026 pendant la période pertinente de séchage/moisson.

Constats issus de la visite sur site :

L'exploitant ne justifie pas l'engagement auprès d'un bureau de contrôle agréé pour effectuer les mesures et analyses 2026, couvrant la période pertinente de séchage/moisson.

Compléments faisant suite à l'inspection :

L'exploitant a justifié par mail la reprogrammation de la campagne de prélèvements et d'analyses prévu pour 2027 en 2026 avec un bureau de contrôle agréé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.6 et 6.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets Atmosphérique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 25/01/2027

Prescription contrôlée :

Article 6.2.6 - Valeurs limites de rejet (générateur de chaleur directe) Arrêté Ministériel du 03/08/2018

"...Installation de combustion déclarée avant le 1er janvier 2014...Valeur limite d'émission (mg/Nm3)...Poussières : 50"

6.3 - Mesure périodique de la pollution rejetée Arrêté Ministériel du 03/08/2018

"I. - L'exploitant fait effectuer au moins tous les trois ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale inférieure à 5 MW et une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral

pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O₂, SO₂, poussières, NO_x et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.

Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats..."

Article 6 (Arrêté de mise en demeure du 30/01/2026)- Contrôle des émissions atmosphériques

Sous 12 mois, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 6.3 de l'arrêté ministériel du 3août 2018 susvisé, en ce qui concerne les mesures périodiques des émissions de poussières.

Dans ce délai, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme agréé des mesures des rejets atmosphériques de son séchoir au cours de l'année 2026, sur une période représentative (pendant la campagne de séchage 2026). Le rapport des mesures établi est transmis à l'inspection des installations classées dans ce délai.

Article 7 (Arrêté de mise en demeure du 30/01/2026)- Prélèvement et analyse des émissions atmosphériques

Sous 2 mois, l'exploitant respecte les prescriptions de l'article 6.2.6 de l'arrêté ministériel du 3août 2018, en ce qui concerne les valeurs limites de rejets atmosphériques du séchoir.

Constats :

Constats documentaires avant visite :

L'exploitant a transmis par courriel le rapport d'analyse des émissions de poussières pour l'année 2025, indiquant des valeurs inférieures aux Valeurs Limites d'Émission (VLE). Cependant, ces mesures, réalisées en dehors des périodes de séchage, ne reflètent pas les conditions réelles d'exploitation, elles ne peuvent donc pas être considérées comme représentatives.

En 2020, les mesures avaient révélé un dépassement des VLE à 134 mg/Nm³. Depuis ce constat, l'exploitant n'a pas démontré avoir mis en œuvre les actions correctives nécessaires pour garantir le respect des limites d'émission.

L'exploitant a transmis un document d'engagement générique portant sur les analyses des rejets atmosphériques pour l'ensemble de ses sites en région, couvrant une période de 3 ans. Or, ce document ne prévoit qu'une campagne de prélèvements en 2027. Cette planification n'est pas satisfaisante au regard du défaut de représentativité des mesures effectuées en 2025.

Constats issus de la visite sur site :

L'exploitant ne justifie pas l'engagement auprès d'un bureau de contrôle agréé pour effectuer les mesures et analyses 2026, couvrant la période pertinente de séchage et de moisson.

Compléments faisant suite à l'inspection :

L'exploitant a justifié par mail la reprogrammation de la campagne de prélèvements et d'analyses initialement prévue en 2027 et reprogrammée en 2026.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant présentera à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rapport relatif aux essais et mesures à faire réaliser par un organisme agréé au cours de l'année 2026 sur une période représentative du fonctionnement du séchoir (pendant la campagne de séchage 2026) ; en cas de dépassement des limites de rejet, les actions correctives adoptées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 9 mois

N° 9 : Connaissance des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/05/2007, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Risques ATEX et électriques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 12/11/2025 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 19 (arrêté préfectoral du 16/05/2007)</u> "...Dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères déterminées sous la responsabilité de l'exploitant, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Les sources d'éclairage inadaptées sont interdites dans ces zones. Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou modification. Le contrôle est effectué tous les ans par un organisme agréé. Cet organisme mentionne explicitement les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées."</p> <p><u>Article 9 (arrêté ministériel du 29/03/2004)</u> "...L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté. Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées..."</p>

Constats :**Constats documentaires avant visite :**

L'exploitant a justifié par mail la mise à jour du Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE). Toutefois, l'inspection constate que le DRPCE n'a pas été visé par un bureau de contrôle agréé et que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier la conformité des installations aux dispositions réglementaires applicables.

Constats issus de la visite sur site :

L'exploitant a précisé que le prochain contrôle périodique des installations électriques est prévu mi-mai 2026 et qu'il transmettra ce document au contrôleur avant la date de la visite périodique.

Compléments faisant suite à l'inspection :

L'exploitant a justifié par mail le visa du DRPCE par un bureau de contrôle agréé, en précisant que le prochain contrôle période des installations électriques aura lieu le 27 avril 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de contrôle périodique et le cas échéant le plan d'actions correctives qui pourrait être nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Protection contre les risques électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Risques ATEX et électriques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 22/04/2026

Prescription contrôlée :

Article 15 - Installations électriques (arrêté préfectoral du 18/08/1997)

"...les installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières devront être conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées, et susceptibles de présenter des risques d'incendie et d'explosion (arrêté ministériel du 31 mars 1980).

Le matériel électrique sera au moins du type IP 5 XX ou IP 6 XX ; il sera en outre protégé contre les chocs."

Article 9 (arrêté ministériel du 29/03/2004)

"...Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum des deux tiers de la température d'inflammation en nuage et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75 °C..."

Article 3 (Arrêté de Mise en Demeure du 30/01/2026) - Conformité des installations électriques utilisées dans les locaux exposés aux poussières

Sous 2 mois, l'exploitant respecte des prescriptions concernant les indices de protection du matériel électrique de l'article 15 de l'arrêté préfectoral du 18 août 1997 et de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004, susvisés.

Dans ce délai, l'exploitant procède aux corrections des non-conformités constatées (étanchéité des appareils IP5xx/IP6xx, passes-câbles des boîtiers de distribution et appareils terminaux non étanche...), et transmettre un compte rendu des interventions réalisées, accompagné des preuves de conformité (photos, rapports de contrôle, attestations du prestataire réalisant les travaux).

Constats :

Constats documentaires avant visite :

L'exploitant a justifié par mail les actions correctives réalisées par son prestataire. Cependant, ces indications ne permettent pas de justifier la réalisation de l'intégralité des actions correctives requises.

Constats issus de la visite sur site :

L'inspection constate que l'ensemble des actions correctives requises lors de la précédente visite a été mis en œuvre sur les équipements identifiés.

Cependant, d'autres non-conformités ont été identifiées. Au niveau du séchoir n°2, situé sur les passerelles 1 et 2, plusieurs presse-étoupes d'entrée des câbles électriques dans les boîtes de dérivation présentent des fissures et une usure prononcée des joints, ainsi qu'une désolidarisation partielle ou totale de leur support. Cette situation engendre un risque d'intrusion de poussières dans ces boîtes, ce qui peut compromettre la sécurité électrique et générer un risque d'incendie.

Par ailleurs, dans les bâtiments silo, l'inspection a relevé que certains passages de câbles, actuellement mastiqués au sein d'ensembles électriques, ne répondent pas aux exigences d'étanchéité requises par les normes de sécurité. Là encore, ce défaut pourrait favoriser une infiltration de poussières, avec les mêmes conséquences.

Compléments faisant suite à l'inspection :

L'exploitant a justifié par mail la programmation des actions correctives nécessaires avec son prestataire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : Récupération et élimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/08/1997, article 36
Thème(s) : Autre, Déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 24/02/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 36.1</u> L'exploitant tiendra à jour un relevé précisant la nature et la quantité de déchets produits ainsi que leur destination. Les documents justificatifs doivent être conservés 5 ans. Ces déchets seront éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées. Les produits recyclables doivent être traités dans des installations autorisées ou déclarées à cet effet, ce que l'exploitant doit être en mesure de justifier.</p> <p><i>Article 36.2 - dispositions relatives aux plans d'éliminations des déchets</i></p> <p><u>36.2.1</u> L'élimination des déchets industriels spéciaux devra respecter les orientations définies dans le plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux (PREDIRA) approuvé par arrêté préfectoral du 28 août 1994.</p> <p><u>36.2.2</u> L'élimination des déchets ménagers, des déchets industriels et commerciaux banals devra respecter les orientations définies dans le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvé par arrêté préfectoral du 26 janvier 1996.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats documentaires avant visite :</u> L'exploitant a justifié par mail les actions d'enlèvement et de traitement de déchets non dangereux.</p> <p><u>Constats issus de la visite sur site :</u> L'inspection constate que le site est globalement exempt de détrit. En outre, dans l'ancien local "GAZ", les fûts pouvant contenir des produits chimiques ainsi que les cartons ont été retirés. À ce sujet, l'exploitant a indiqué que "ces fûts ne contenaient que des produits non dangereux, à savoir du savon".</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Clôtures du Site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 8

Thème(s) : Autre, Accès aux installations

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/11/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/02/2026

Prescription contrôlée :

Article 8

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

Constats :

Constats documentaires avant visite :

L'exploitant a justifié par mail les travaux de réparation de sa clôture : photo et facture pour la pose 22ml de grillage.

Constats issus de la visite sur site :

La visite terrain a permis de relever les portions défectueuses de clôture précédemment repérées ont été réparées.

Type de suites proposées : Sans suite
